

F. 2002 — 3854

[C — 2002/29413]

**17 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, notamment l'article 7;

Vu le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, notamment l'article 8;

Vu l'avis de la commission de promotion de la santé à l'école, donné le 27 juin 2002;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu le protocole d'accord du 20 juin 2002 du Comité de secteur IX;

Vu l'avis n° 33.701/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 juillet 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre ayant la santé dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 juillet 2002,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret du 20 décembre 2001 : le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école;

2° décret du 16 mai 2002 : le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités;

3° Ministre : le Ministre ayant la santé dans ses attributions;

4° établissement : les établissements scolaires visés à l'article 4, § 1^{er} et 2, du décret du 20 décembre 2001, et les hautes écoles, écoles supérieures des arts et instituts supérieurs d'architecture visés à l'article 1^{er}, 6°, du décret du 16 mai 2002;

5° chef d'établissement : le chef d'établissement scolaire ou l'autorité de la haute école ou la direction de l'école supérieure des arts ou de l'institut supérieur d'architecture;

6° médecin inspecteur d'hygiène : le médecin inspecteur, visé à l'arrêté royal du 1^{er} mars 1971 relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles;

7° médecin fonctionnaire : le médecin désigné à l'article 25, 2°, du décret du 20 décembre 2001 ou à l'article 21, 2°, du décret du 16 mai 2002;

8° médecin responsable pour l'établissement : le médecin désigné comme médecin de référence pour l'application du présent arrêté, conformément à l'article 2;

9° parents : le ou les parents, ou la personne ou l'institution à qui la garde de l'élève mineur a été confiée, soit par les parents eux-mêmes, soit par une autorité publique.

Art. 2. Chaque service ou centre a l'obligation de désigner pour chaque établissement scolaire sous tutelle, un médecin responsable pour l'établissement. Il en communique les coordonnées au chef d'établissement et à son pouvoir organisateur.

Pour répondre aux situations d'urgence sanitaire, un dispositif d'intervention en dehors des heures d'ouverture des services et des centres est organisé, sous la responsabilité du médecin responsable du service ou sous la responsabilité de la direction du centre.

Pour le 30 septembre de chaque année au plus tard, chaque service ou centre a l'obligation de fournir au médecin fonctionnaire et au médecin inspecteur d'hygiène les coordonnées des personnes joignables grâce à ce dispositif.

Les procédures mises en place sont également communiquées aux chefs d'établissements et aux pouvoirs organisateurs, à charge pour ceux-ci d'en informer les parents ou l'élève majeur ou l'étudiant.

Toute modification apportée à ce dispositif doit faire l'objet d'une notification immédiate aux personnes concernées.

Art. 3. Le médecin responsable pour l'établissement :

1° prévoit et actualise les conduites à tenir en cas d'urgence sanitaire et en avertit les établissements et les parents, l'élève majeur ou l'étudiant;

2° communique aux parents, à l'élève majeur ou à l'étudiant, par l'intermédiaire des directions d'établissements, les modalités permettant de signaler la survenue d'une maladie donnant lieu aux dispositions spécifiques visées aux articles 6, 7 et 8;

3° donne en toute occasion aux élèves, aux étudiants, aux parents, aux autorités et au personnel scolaire, les conseils en vue de réduire la propagation des affections contagieuses, tant dans l'établissement qu'en dehors de celui-ci;

4° donne au pouvoir organisateur de l'établissement en temps opportun et en les commentant, les directives visées aux articles 6, 7 et 8, dont il surveillera l'application, et lui notifie tout manquement aux règles d'hygiène et de salubrité des locaux et installations scolaires;

5° sans préjudice des dispositions contenues dans l'arrêté royal du 1^{er} mars 1971 relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles, prend toutes mesures individuelles ou générales d'ordre prophylactique dans le cadre des dispositions spécifiques contenues dans le présent arrêté et ses arrêtés d'application;

6° procède au moins annuellement à une visite d'inspection portant sur la salubrité et l'hygiène des installations sanitaires et scolaires ainsi que du matériel et des locaux dans lesquels sont stockées ou préparées des denrées alimentaires;

transmet le rapport de sa visite d'inspection pour suite voulue au chef d'établissement et à son pouvoir organisateur, et le tient à disposition du médecin fonctionnaire;

transmet également ce rapport, ainsi que toute information utile au conseiller en prévention visé à l'article 33 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs;

7° en collaboration avec le chef d'établissement, veille à ce que les règles universelles d'hygiène visées à l'article 6 soient connues et appliquées en milieu scolaire;

8° organise et assure le suivi de la recherche des sources de contamination auprès des élèves et des membres du personnel, et dans les locaux scolaires, conformément aux dispositions fixées par le Ministre.

Art. 4. Le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement subventionné ou le chef d'établissement de l'enseignement organisé par la Communauté française :

1° veille à mettre à la disposition de l'établissement les moyens permettant d'assurer l'hygiène, la salubrité et le respect des règles universelles d'hygiène, notamment lors de l'administration des premiers soins;

2° après fermeture de l'établissement, fait éventuellement procéder aux opérations de désinfection nécessaire, sur avis du médecin responsable pour l'établissement et en accord avec les autorités sanitaires.

Art. 5. Le chef d'établissement :

1° prend toute disposition pour qu'un élève ou un étudiant nécessitant des soins soit rapidement pris en charge par ses parents ou, selon les nécessités, par un service médical d'urgence;

2° s'enquiert auprès de l'étudiant ou des parents de l'élève de l'éventualité de la survenue d'une maladie contagieuse visée aux articles 7 et 8, chez un élève ou un étudiant absent pour cause de maladie;

3° alerte le médecin responsable pour l'établissement dès qu'il apprend qu'un élève ou un étudiant de son établissement est atteint d'une maladie contagieuse visée aux articles 7 et 8 ou qu'il est amené à en supposer la survenue chez un élève, un étudiant ou un membre du personnel ou chez une personne ayant un contact régulier avec l'un de ceux-ci;

4° en cas de fermeture de l'établissement, en avise immédiatement le Ministre chargé de l'Enseignement par l'intermédiaire de la Direction générale de l'Enseignement de laquelle l'établissement relève;

informe également les parents, l'élève majeur ou l'étudiant, en collaboration avec le médecin responsable pour l'établissement, en attirant leur attention sur les précautions à prendre.

CHAPITRE 2. — Dispositions spécifiques

Art. 6. Les mesures spécifiques en cas de maladies transmissibles sont arrêtées par le Ministre, pour chaque maladie, suivant trois aspects :

a) mesures concernant le malade : élève, étudiant ou membre du personnel de l'école;

b) mesures concernant les élèves, les étudiants ou les membres du personnel ayant un contact régulier avec le malade;

c) mesures générales d'hygiène.

Les mesures relatives au personnel sont prises par le médecin du travail.

Art. 7. Les maladies à déclarer par le médecin responsable pour l'établissement au médecin fonctionnaire, ainsi que les mesures spécifiques à prendre selon les trois aspects visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, sont fixées par le Ministre.

Art. 8. Les maladies à déclarer au médecin fonctionnaire désigné lorsque leur extension prend un caractère épidémique, ainsi que les mesures spécifiques à prendre selon les trois aspects visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, sont fixées par le Ministre.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002.

Art. 10. Le Ministre ayant la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

VERTALING

N. 2002 — 3854

[C — 2002/29413]

**17 JULI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten in het school- en studentenmilieu**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het advies van de commissie voor gezondheidspromotie op school, gegeven op 27 juni 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de vraag aan de Raad van State om een advies te verlenen binnen een maximale termijn van één maand;

Gelet op het protocolakkoord van 20 juni 2002 van het Sectorcomité IX;

Gelet op het advies nr. 33.701/4 van de Raad van State, gegeven op 10 juli 2002, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort;

Gelet op de beraadslaging van 17 juli 2002 van de Regering,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet van 20 december 2001 : het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school;

2° decreet van 16 mei 2002 : het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit;

3° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort;

4° inrichting : de schoolinrichtingen bedoeld bij artikel 4, § 1 en 2 van het decreet van 20 december 2001 en de hogescholen, de hogere kunstschoolen en hoge instituten voor architectuur bedoeld bij artikel 1, 6° van het decreet van 16 mei 2002;

5° inrichtingshoofd : het hoofd van een schoolinrichting of de overheid van de hogeschool of de directie van de hoge kunstschool of van het hoger instituut voor architectuur;

6° geneesheer-gezondheidsinspecteur : de geneesheer-inspecteur bedoeld bij het koninklijk besluit van 1 maart 1971 betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten;

7° ambtenaar-geneesheer : de geneesheer vermeld in artikel 25, 2° van het decreet van 20 december 2001 of in artikel 21, 2° van het decreet van 16 mei 2002;

8° geneesheer verantwoordelijk voor de inrichting : de geneesheer aangesteld als geneesheer tot wie men zich kan wenden voor de toepassing van dit besluit overeenkomstig artikel 2;

9° ouders : de ouder(s) of de persoon of de inrichting die ofwel door de ouders zelf ofwel door een publieke overheid belast werd(en) met de bewaring van de minderjarige leerling.

Art. 2. Elke dienst of elk centrum is verplicht een geneesheer verantwoordelijk voor de inrichting voor elke schoolinrichting onder bescherming aan te stellen. Hij deelt zijn personalia mede aan het inrichtingshoofd en aan zijn inrichtende macht.

Om gepast te kunnen reageren op dringende gezondheidstoestanden wordt er een interventievoorziening buiten de openingsuren van de diensten en van de centra georganiseerd onder de verantwoordelijkheid van de geneesheer belast met de dienst of van de directie van het centrum.

Tegen uiterlijk 30 september van elk jaar is elke dienst of centrum verplicht aan de ambtenaar-geneesheer en aan de gezondheidsinspecteur de personalia van de personen te bezorgen die via die voorziening kunnen bereikt worden.

De ingevoerde procedures worden eveneens medegedeeld aan de inrichtingshoofden en aan de inrichtende machten, die de ouders of de meerderjarige leerling of de student ervan moeten verwittigen.

Bij elke wijziging van die voorziening moeten betrokken personen onmiddellijk worden verwittigd.

Art. 3. De geneesheer verantwoordelijk voor de inrichting :

1° bepaalt en actualiseert de gedragsregels die moeten gevolgd worden ingeval van dringende ziektegevallen en verwittigt de inrichtingen en de ouders, de meerderjarige leerling of de student;

2° deelt aan de ouders, de meerderjarige leerling of de student via de directies van de inrichtingen de nadere regels mee die toelaten het plotseling overkomen van een ziekte te signaleren waartegen de specifieke voorzieningen bedoeld bij de artikelen 6, 7 en 8 worden ingezet;

3° geeft bij elke gelegenheid raad aan de leerlingen, aan de studenten, aan de ouders, aan de overheden en aan het schoolpersoneel om de uitbreiding van de besmettelijke ziekten te beteugelen, zowel in de inrichting als erbuiten;

4° bezorgt ten gepaste tijd aan de inrichtende macht van de inrichting de richtlijnen bedoeld bij de artikelen 6, 7 en 8 met commentaar erbij, zorgt er voor dat zij toegepast worden en deelt haar elke tekortkoming aan de voorschriften inzake zindelijkheid en hygiëne van de lokalen en de schoolinstallaties mee;

5° neemt onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 1 maart 1971 betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten alle individuele of algemene profylaxemaatregelen in het kader van de specifieke bepalingen van dit besluit en zijn toepassingsbesluiten;

6° gaat ten minste eenmaal per jaar op inspectiebezoek om de salubriteit en de hygiëne van het sanitair en de schoolinstallaties alsook van het materieel en de lokalen te controleren waarin voedingswaren worden opgeslagen of voorbereid;

zendt het verslag over zijn inspectiebezoek voor verder gevolg naar het inrichtingshoofd en haar inrichtende macht en houdt het ter beschikking van de ambtenaar-geneesheer;

stuurt ook dat verslag evenals elke nuttige informatie naar de preventieadviseur bedoeld bij artikel 33 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers;

7° zorgt ervoor in samenwerking met het inrichtingshoofd dat de universele regels inzake hygiëne bedoeld bij artikel 6 in het schoolmilieu gekend zijn en toegepast worden;

8° organiseert en zorgt voor het opvolgen van het opsporen van de besmettingshaarden bij de leerlingen en personeelsleden en in de schoollokalen, overeenkomstig de door de minister bepaalde schikkingen.

Art. 4. De inrichtende macht van de gesubsidieerde schoolinrichting of het inrichtingshoofd van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap :

1° zorgt ervoor de middelen ter beschikking te stellen van de inrichting waarmee de hygiëne, de salubriteit en de naleving van de universele regels inzake hygiëne kunnen verzekerd worden, inzonderheid bij het toedienen van de eerste zorgen;

2° doet eventueel, na het sluiten van de inrichting, het nodige om de onontbeerlijke ontsmetting te laten uitvoeren, na advies van de geneesheer verantwoordelijk voor de inrichting en in afspraak met de overheden belast met de gezondheid.

Art. 5. Het hoofd van de inrichting :

1° treft alle beschikkingen om een leerling of een student die geneeskundige zorgen vereist zo vlug mogelijk aan zijn ouders toe te vertrouwen of, naargelang van de noodwendigheden, aan een medische eerstehulpdienst;

2° licht zich in bij de student of de ouders van de leerling over de mogelijkheid een besmettelijke ziekte op te doen bedoeld bij de artikelen 7 en 8, wanneer een leerling of een student afwezig is wegens ziekte;

3° bezorgt de geneesheer verantwoordelijk voor de inrichting de inlichting zodra hij verneemt dat een leerling of een student van zijn inrichting aan een besmettelijke ziekte lijdt bedoeld bij de artikelen 7 en 8 of dat hij geleidelijk aan tot het vermoeden komt dat een leerling, een student of een personeelslid of iemand die met een onder hen regelmatig contact heeft, aan deze ziekte lijdt;

4° brengt onmiddellijk de Minister belast met het Onderwijs ter kennis van de sluiting van de inrichting via de Algemene Directie voor het Onderwijs waarvan de inrichting afhangt;

informeert eveneens de ouders, de meerderjarige leerling of de student, in samenwerking met de geneesheer verantwoordelijk voor de inrichting, door hun aandacht te vestigen op de te nemen maatregelen van voorzorg.

HOOFDSTUK 2. — *Specifieke bepalingen*

Art. 6. De specifieke maatregelen in geval van overdraagbare ziekten worden bepaald door de Minister voor elke ziekte, volgens drie aspecten :

a) maatregelen betreffende de zieke : leerling, student of personeelslid van de school;

b) maatregelen betreffende de leerlingen, de studenten of de personeelsleden die regelmatig contact hebben met de zieke;

c) algemene hygiënemaatregelen.

De maatregelen betreffende het personeel worden door de arbeidsgeneesheer genomen.

Art. 7. De maatregelen die door de geneesheer verantwoordelijk voor de inrichting moeten medegedeeld worden aan de ambtenaar-geneesheer evenals de specifieke maatregelen die moeten genomen worden volgens de drie aspecten bedoeld bij artikel 6, lid 1 worden bepaald door de Minister.

Art. 8. De ziekten die moeten medegedeeld worden aan de aangestelde ambtenaar-geneesheer bij epidemiegevaar ten gevolge van hun uitbreiding, alsook de specifieke maatregelen die moeten genomen worden volgens de drie aspecten bedoeld bij artikel 6, lid 1 worden door de Minister bepaald.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2002.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL